

Conférence nationale des 10 et 11 avril 2021

Contribution de la section Banque de France – ministère de la Culture (Paris)

Il manque au projet de résolution pour la conférence nationale une analyse inscrivant nos débats dans les réalités que vivent les Français.e.s.

Réalités des mouvements qui travaillent en profondeur notre société et traduisent de façon plus ou moins consciente les potentialités d'une transformation révolutionnaire : Gilets jaunes, mouvement pour les retraites (qui, de fait, a mis jusqu'à présent en échec le gouvernement), protestations contre la politique sanitaire du gouvernement reprenant notre appel « Des milliards pour l'hôpital, pas pour le capital ! », mobilisation de la jeunesse pour l'écologie (« Changeons le système, pas le climat ! »), manifestations contre les violences policières, vague #MeToo donnant au mouvement féministe une dimension nouvelle à l'échelle mondiale...

Mais réalités aussi de la crise sanitaire dont les menaces, loin d'être écartées plus d'un an après le début de la pandémie, s'accompagnent pour la population de contraintes de plus en plus pesantes. Réalités de la crise économique que la pandémie a précipitée mais qui résulte des ravages causés par la logique du taux de profit et par sa domination sur toutes les décisions des entreprises et des États. Réalités de la menace écologique que le ralentissement de l'activité économique ne rend que plus difficile à surmonter. Réalités de la crise sociale, de l'appauvrissement du plus grand nombre et des pertes d'emplois qui se comptent déjà en centaines de milliers alors que les réductions d'effectifs annoncées par les grands groupes ne sont pas encore en vigueur et que des milliers de PME-TPE ne tiennent que par des aides publiques qui leur seront retirées tôt ou tard. Réalités de la crise politique qui prend les dimensions d'une crise de régime avec les atteintes croissantes du pouvoir macronien aux libertés publiques et qui rend possible le pire : une arrivée au pouvoir, dès 2022, des héritiers de Pétain et de la collaboration. On ne mesure pas assez le danger de la candidature Le Pen. Comment la combattre ?

La question est d'autant plus angoissante que la gauche, dans son état actuel, est manifestement hors d'état de faire face à cette situation d'une gravité exceptionnelle. Ses divisions reflètent une faiblesse profonde. Si l'électorat populaire l'a abandonnée, c'est parce qu'il a le sentiment d'avoir été trahi lors des expériences gouvernementales de 1997-2002 et 2012-2017. Qui peut dire qu'un.e candidat.e de gauche, dans l'hypothèse même où il ou elle parviendrait, contre tout ce qu'annoncent les sondages, à figurer au deuxième tour, serait en état de battre Marine Le Pen ?

Le PCF lui-même n'est pas exempt du désarroi général mais, comme dans d'autres périodes tragiques de notre histoire, sa responsabilité est immense pour contribuer, par son apport propre, à la résistance et aux luttes contre les stratégies patronales et gouvernementales, à leur convergence contre la domination du capital, à l'affirmation d'une alternative. Regardons, analysons ce qui dans le présent des luttes engagés par les citoyens, les salariés, les jeunes, annonce et rend possible l'alternative progressiste de demain au capitalisme. Inscrivons-nous, nous communistes, dans ces réalités multiples de luttes pour aider à trouver leurs débouchés révolutionnaires. C'est en cela que nous prendrons notre part de responsabilité.

Pour être crédible aux yeux de nos concitoyens, cette alternative doit partir des luttes concrètes d'aujourd'hui tout en étant suffisamment radicale pour répondre réellement à leurs exigences. C'est

la voie, indiquée dans les orientations du 38^{ème} congrès, du communisme comme but et chemin du dépassement du capitalisme jusqu'à son abolition et à la construction d'une nouvelle civilisation. Par exemple, s'attaquer à la racine du chômage et de la précarité par la construction graduelle d'une sécurisation de l'emploi et de la formation pour toutes et tous, développant ce qu'il y a de plus révolutionnaire dans les luttes actuelles (y compris pour le statut des fonctionnaires et des agents des grandes entreprises publiques) jusqu'à mettre en cause le salariat capitaliste. Transformer production et consommation selon de nouveaux critères économisant les dépenses matérielles et financières pour donner la priorité au développement de toutes les capacités humaines ; développer pour cela de nouveaux services publics pour produire ces biens communs de l'humanité que sont le climat, la biodiversité, tout ce qui doit faire de notre planète un lieu propice à une vie meilleure pour toutes ses habitantes et tous ses habitants. Ou encore, crédibiliser les luttes sociales et écologiques en les liant à la conquête de nouveaux pouvoirs démocratiques sur l'utilisation de l'argent créé par le système bancaire et dépensé par les États ou investi par les entreprises.

Cela signifie qu'une candidature communiste à l'élection présidentielle n'aurait pas d'intérêt si elle avait pour seul objet de montrer que « *PCF is back* » en se contentant d'affirmer « nous avons des solutions, faites-nous confiance pour les appliquer quand nous serons au pouvoir ». Elle doit être partie prenante de toutes les luttes sociales, sociétales et écologiques, non pas seulement pour les soutenir et les accompagner mais pour imposer dans la campagne présidentielle les enjeux de classes, là où la droite, Macron et Le Pen s'emploient à entraîner l'opinion, et la gauche avec elle, sur les terrains propices aux divisions, au racisme et à l'union sacrée derrière le capital.